

Sénat 12 décembre 2006-

Débat sur la transition énergétique et le climat

Intervention de Christian GAUDIN

J'étais en ce moment même, l'an dernier, sur le lieu du forage EPICA, à la base scientifique Concordia sur le dôme C, au cœur du continent des extrêmes : l'Antarctique. Pour la première fois, une équipe de chercheurs européens a réussi, à cet endroit, l'extraction d'une carotte de glace d'une profondeur de 3 230 m apportant ainsi la lecture de 850 000 ans d'histoire de l'évolution du climat.

Dans le cadre du rapport que je vais présenter dans quelques semaines devant l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, j'auditionne depuis 8 mois, sur la recherche en milieu polaire, les plus éminents scientifiques, américains, russes, et européens.

J'ai rencontré au congrès à Washington et à la Douma à Moscou des parlementaires aujourd'hui convaincus de ces préoccupations.

J'ai été reçu à la NSF, à la NASA, à l'Académie des Sciences de Russie et dans les organismes de recherche des pays européens. J'ai toujours voulu privilégier, dans le cadre international des enjeux de la recherche en milieu polaire, la rencontre avec les scientifiques, les organismes et les instituts de recherche mais aussi les responsables politiques, membres de gouvernements ou parlementaires. Les deux pôles sont les sentinelles de notre planète, ils sont également la mémoire et les marqueurs des évolutions climatiques.

Le système climatique est un système de très haute complexité.

Chaque composante possède des temps caractéristiques différents : quelques jours pour l'atmosphère, quelques mois pour les eaux superficielles de l'océan, plus d'un millénaire pour l'océan profond, plusieurs dizaines de millénaires pour les calottes glaciaires.

Mais des perturbations brutales avec des constantes de temps très inférieures à leur temps caractéristique provoquant des ruptures d'équilibre au sein du système climatique sont responsables de modifications de l'environnement sensibles à l'échelle d'une vie humaine.

La connaissance des paléoclimats, rendue possible grâce aux échantillons d'atmosphère piégée dans les glaces est sans doute l'élément le plus déterminant et immédiat dans la compréhension de l'équilibre fragile du système climatique.

Car dans sa modélisation, cette connaissance permet de faire la part de ce qui appartient au phénomène naturel de ce qui est de la responsabilité directe de nos comportements.

C'est pourquoi, de nombreuses recherches sont encore nécessaires, car seule l'expertise scientifique du passé, ancien ou plus récent, et la modélisation de l'impact des gaz à effets de serre donnera une juste appréciation des risques encourus par notre planète.

Si en adoptant un plan climat la France a témoigné d'une réelle volonté politique, ce plan s'est très vite révélé insuffisant. C'est pourquoi le gouvernement a annoncé récemment une modification de ce plan climat, lors d'un comité interministériel sur le développement durable avec des mesures comme le renforcement de la fiscalité écologique.

Ce nouveau plan intègre également des projets comme la création d'une taxe spécifique sur le charbon, particulièrement polluant, le relèvement de 10% des taxes sur les pollutions industrielles et les déchets. Enfin est proposé le principe d'une taxe carbone au niveau européen sur les importations de produits industriels en provenance des pays qui refuserait de s'engager en faveur du protocole de Kyoto après 2012.

De nombreux pays ne contestent plus la réalité du réchauffement climatique et les études alarmistes se multiplient.

Ainsi, le rapport STERN du nom d'un expert mandaté par Tony Blair est particulièrement intéressant car l'auteur, qui n'est pas un scientifique, mais un économiste mesure l'impact du réchauffement sur l'économie mondiale.

Pour cet expert les états doivent investir 1% du PIB mondial, afin d'éviter un coût beaucoup plus important comparable à celui des deux guerres mondiales et de la crise de 29. Il s'agit en effet de prendre en compte des bouleversements qui engendreraient sécheresse, famines ouragans.

C'est donc dès à présent qu'il faut modifier nos comportements et nous engager vers trois grands axes d'actions :

Taxer les émissions de CO2

Généraliser les technologies à faibles émissions de carbone

Améliorer les rendements énergétiques.

Malgré le coût à payer pour nos pays industrialisés, ce sont justement nos industries qui pourront y trouver de nouvelles opportunités en développant de filières novatrices, pour de nouveaux marchés.

L'effort doit être collectif, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Si la nécessité de lutter contre les changements climatiques fait consensus entre les états membres avec comme objectif de réduire les émissions d'au moins 15% d'ici 2020 et 50% d'ici 2050, nous devons mieux nous entendre pour l'application de cette réduction. Une réelle mobilisation est nécessaire pour atteindre une meilleure efficacité en matière d'énergie et de transports routiers et aérien, où il reste beaucoup à faire.

Nous devons lier les stratégies de Kyoto et de Lisbonne. Assurer notre sécurité énergétique, réduire le réchauffement tout en relançant la croissance, particulièrement en panne dans l'hexagone.

Car la compétitivité ne doit pas être oublié, sous peine de récession grave. Les pays industriels sont au premier plan pour réduire les gaz à effet de serre, Mais ils doivent convaincre les pays émergents comme l'Inde et la Chine de limiter les énergies polluantes. Ainsi la Chine qui a d'énormes réserves de charbon doit intégrer sans retard les techniques de captation et de stockage de CO₂ à la source.

Nous savons que cet effort collectif doit être entrepris par tous les pays et il le sera d'autant mieux que les populations seront informées sur les conséquences du réchauffement, à la lumière de toutes les données scientifiques.

C'est pourquoi les connaissances scientifiques doivent être au cœur de la société. Cela est vrai pour le climat, comme pour tous les sujets qui ont suscité récemment au sein même de notre hémicycle des débats passionnés.

Vous l'aurez compris, Madame la Ministre, la recherche scientifique aux pôles est d'importance pour l'expertise de l'évolution de notre planète. Les moyens nécessaires sont lourds financièrement car la logistique est coûteuse pour évoluer dans des milieux aussi hostiles pour l'homme, mais cependant nécessaire et urgente.

La communauté scientifique européenne entreprend son organisation, elle interpelle ses politiques. C'est à eux de prendre conscience de tous les enjeux et de mettre en application les mesures nécessaires, de façon coordonnée, car demain s'il existe une organisation réunissant les nations autour de l'environnement, comme cela est souhaité, l'Europe devra y prendre toute sa place.